



17.062

**Schutz
gewaltbetroffener Personen.
Bundesgesetz****Protection
des victimes de violence.
Loi fédérale***Zweitrat – Deuxième Conseil*

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 11.06.18 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.09.18 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.09.18 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 28.11.18 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.12.18 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.12.18 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.18 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Amherd Viola (C, VS), für die Kommission: Die Polizei behandelte im Jahr 2017 über 17 000 Straftaten im Zusammenhang mit häuslicher Gewalt. Im gleichen Zeitraum sind 21 Personen infolge häuslicher Gewalt gestorben. Auch Fälle von Stalking werden immer häufiger. Zusätzlich ist von einer erheblichen Dunkelziffer auszugehen, weil im häuslichen Umfeld vieles verschwiegen wird – vielleicht in der Hoffnung, ohne behördliche Intervention eine Lösung des Konflikts zu finden, oder auch aus Angst des Opfers, weitere Repressalien erdulden zu müssen.

Die Vorlage, die wir heute beraten, beabsichtigt, Opfer von häuslicher Gewalt und Stalking besser zu schützen. Dazu werden Anpassungen im Zivil- und auch im Strafrecht vorgeschlagen. Es geht nicht um fundamentale Änderungen, sondern um punktuelle Optimierungen des heute geltenden Rechts.

Aufgrund eines Wirksamkeitsberichtes über die aktuellen gesetzlichen Regelungen hat der Bundesrat festgestellt, dass Handlungsbedarf besteht und dass der Schutz gewaltbetroffener Personen verbessert werden kann. Es hat sich insbesondere gezeigt, dass die Hürden für die Einleitung eines Verfahrens gesenkt werden müssen. So sollen beim Opfer künftig keine Prozess- und Massnahmenkosten mehr erhoben werden. Zudem soll gemäss Entwurf auf ein Schlichtungsverfahren verzichtet werden. Zu einer Verbesserung führt auch die Verpflichtung des Gerichtes, seinen Entscheid in einem Verfahren zum Schutz gegen Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen anderen zuständigen Behörden mitzuteilen. Neu wird die Möglichkeit der elektronischen Überwachung der gefährdenden Person vorgesehen. Schliesslich soll die Sistierung eines Verfahrens wegen häuslicher Gewalt erschwert werden, indem die zuständigen Behörden dem Sistierungsantrag des Opfers nur zustimmen dürfen, wenn dies zur Stabilisierung oder Verbesserung der Situation des Opfers dient. Im Falle einer früheren Verurteilung der beschuldigten Person ist eine Sistierung nicht mehr zulässig.

Zusammenfassend werden folgende Regelungen angepasst:

Im Zivilgesetzbuch:

1. die Pflicht zur Mitteilung eines Gerichtsentscheids an weitere Behörden;
2. elektronische Fussfesseln als Vollzugsmassnahme;
3. keine Überbindung der Kosten für Vollzugsmassnahmen auf das Opfer.

In der Zivilprozessordnung:

1. keine Prozesskosten zulasten des Opfers;
2. der Wegfall des Schlichtungsverfahrens.

Im Strafgesetzbuch und im Militärstrafgesetz:

1. die Überprüfung der Verfahrenssistierung durch die zuständige Behörde;





2. die Möglichkeit, die beschuldigte Person während der Sistierung in ein Lernprogramm gegen Gewalt zu schicken.

Der Ständerat hat die in einigen Punkten überarbeitete Vorlage des Bundesrates einstimmig angenommen. Ihre Kommission für Rechtsfragen beantragt Ihnen einstimmig, auf die Vorlage einzutreten. Für die Kommission ist klar, dass das Problem der häuslichen Gewalt, insbesondere der

AB 2018 N 1412 / BO 2018 N 1412

Gewalt gegen Frauen, mit diesen Änderungen alleine nicht gelöst werden kann. Sie sind jedoch ein wichtiger Schritt für einen besseren Schutz der Gewaltopfer.

Es laufen zusätzlich Arbeiten zur Vereinheitlichung des Strafrahmens, in deren Zusammenhang die Strafen für Sexualdelikte und schwere Gewaltdelikte erhöht werden. Es braucht Regelungen, wie die vorliegenden, die präventiv wirken und Gewalt möglichst verhindern. Aber es braucht eben auch repressive Regelungen, wie genügend schwere Strafen, die mit der Harmonisierung der Strafrahmen zur Diskussion gestellt werden.

Auch hat die Kommission beschlossen, die Aufnahme eines eigenen Stalking-Tatbestands im Strafgesetzbuch zu studieren. Dies erfolgt aber nicht in dieser Vorlage, sondern separat, weil wir die wichtigen Änderungen zum Opferschutz, die hier vorgeschlagen werden, nicht verzögern wollen.

Ich bitte Sie im Namen der Kommission, auf die Vorlage einzutreten.

Mazzone Lisa (G, GE), pour la commission: La violence domestique blesse et tue. C'est un drame qui se répète jour après jour et qui représente un enjeu de sécurité publique majeur. On recense une tentative d'homicide liée à la violence domestique par semaine et chaque année on déplore des morts. Malheureusement, ces chiffres étaient en augmentation de plus de 13 pour cent en 2016 par rapport à 2014. Les infractions sont principalement des voies de fait, des menaces, des lésions corporelles et des injures.

Le Conseil fédéral nous propose d'apporter une nouvelle contribution contre ce fléau, il s'agit de modifications ponctuelles. Il faut rappeler que, par le passé, nous avons déjà fait un certain nombre de progrès, autant sur le plan pénal que sur le plan civil. Notons notamment que depuis 2015, certaines condamnations peuvent être assorties d'une interdiction de contact ou d'une mesure d'éloignement géographique, exécutée à l'aide du bracelet électronique. Ici, il s'agit justement de prévoir la possibilité de surveiller électroniquement le respect d'une interdiction de périmètre géographique ou de contact sur le plan civil, ainsi que de lever des entraves procédurales à la protection de la victime, sur le plan civil. En particulier, la victime de violences, de menaces ou de harcèlement ne devra plus assumer les frais de la procédure, et le tribunal communiquera ses décisions aux services compétents. Enfin, sur le plan pénal, la décision de poursuivre une procédure en cas de lésions corporelles simples, de voies de fait réitérées et de menaces ou de contraintes, ne dépendra plus de la seule victime, elle ne sera désormais possible que si elle permet de stabiliser la situation et surtout elle sera exclue en cas de soupçons de violence réitérée.

Revenons plus précisément sur ces propositions. Une évaluation de l'article 28b du Code civil a été réalisée entre 2014 et 2015 et a mis en évidence deux lacunes. Pour cette raison, l'article 28b du Code civil concernant la violence, les menaces ou le harcèlement est complété au moyen de ce projet afin de régler la communication aux autres autorités.

La grande nouveauté du projet est l'introduction dans le Code civil de l'article 28c, qui prévoit la possibilité de surveiller électroniquement, sur demande de la victime, une interdiction de périmètre géographique. Cette mesure peut être ordonnée pour six mois au maximum et prolongée plusieurs fois si nécessaire. Il ne s'agit pas d'une surveillance active, mais de l'enregistrement des déplacements.

Ces données ne seront exploitées que si la victime dénonce la violation de la décision du tribunal civil. Elles constituent des preuves qui pourront aussi s'avérer indispensables dans des procédures ultérieures, alors que la victime est souvent bien en peine de prouver la situation à laquelle elle est confrontée.

La requête peut être formulée par la suite si l'auteur ne respecte pas la décision. C'est une mesure qui porte lourdement atteinte à la protection de la sphère privée de l'auteur des actes et, dans ce cadre, sa proportionnalité devra être examinée, en évaluant la probabilité que l'interdiction ne soit pas respectée. On a par exemple des cas où l'auteur des actes annonce déjà, au tribunal, qu'il n'a pas l'intention d'observer cette interdiction.

Concernant la protection des données, la victime ne doit avoir accès qu'aux données pertinentes, et il est attendu des cantons que les données soient effacées douze mois au plus tard après la fin de la mesure. La commission a également souligné l'importance du soin accordé, par les cantons, au traitement des données.

Notons encore qu'il est aussi prévu de compléter l'article 114 du Code de procédure pénale par la lettre f, qui précise qu'il n'est pas perçu de frais juridiques pour les litiges relevant de l'article 28b du Code civil. En outre, il est prévu que les frais, notamment les frais liés au bracelet électronique, puissent être mis à charge de l'auteur



de l'acte mais nous aborderons cette question par la suite.

Au niveau du Code pénal, il faut souligner que la plupart des procédures pénales pour violence dans le couple sont suspendues ou classées. Ce constat est alarmant; il n'a presque pas évolué avec l'introduction de la poursuite d'office de ces infractions. C'est dans ce sens qu'il est proposé que l'autorité doive s'assurer que la victime prenne une décision de suspension en toute autonomie, et doive analyser l'effet de la suspension sur la situation de la victime. L'idée est d'inverser le fardeau, à savoir que le fardeau de la poursuite de la procédure ne repose pas exclusivement sur les épaules de la victime.

Ce n'est que sur requête de la victime qu'une suspension peut avoir lieu, ce qui décharge grandement cette dernière, alors que le fait de mener une procédure contre un proche représente un poids psychologique évident. J'apporte une précision importante: la suspension est exclue si le prévenu a déjà été condamné pour un délit grave et, après six mois, l'autorité reprend la procédure en cas de demande de la victime ou si la situation ne s'est pas modifiée.

Enfin, le ministère public ou le tribunal peut obliger le prévenu à suivre un programme de prévention de la violence pendant la suspension de la procédure.

J'aimerais souligner que notre commission a souhaité adopter un article qui contraint le Conseil fédéral à examiner l'efficacité de ces modifications légales et à soumettre un rapport au Parlement, au minimum quatre ans après l'entrée en vigueur de cette loi. Je vous rappelle que nous sommes le second conseil. Le premier conseil s'est prononcé à l'unanimité lors du vote sur l'ensemble, tout comme votre commission, le 31 août dernier.

C'est à ce titre que je vous invite à entrer en matière sur ce projet.

J'aimerais encore relever un élément qui a été discuté, c'est la question du harcèlement obsessionnel. Puisque le Conseil fédéral avait décidé de ne pas créer une nouvelle norme pénale définissant le harcèlement obsessionnel dans le cadre de ce message, notre commission est revenue sur sa décision. On ne va pas le traiter dans ce projet-ci, mais un mandat a été transmis à l'administration à ce sujet. Cet objet sera à l'ordre du jour d'une prochaine séance de commission.

Gmür-Schönenberger Andrea (C, LU): Gewalt kennt bedauerlicherweise ungeheuer viele Facetten. Eines ist ihnen gemeinsam: Es gibt keine Entschuldigung dafür. Eine der übelsten Formen von Gewalt findet zu Hause statt, im privaten Rahmen, unter Umständen gar zwischen Menschen, die sich lieben oder zumindest geliebt haben.

Die Zahl der Gewalttaten in Paarbeziehungen steigt zudem tendenziell jedes Jahr an. Dem gilt es Einhalt zu gebieten. Die Überprüfung der bestehenden Rechtsgrundlagen hat ergeben, dass diese noch nicht ausreichend Schutz vor Gewalt bieten.

Auch Stalking ist eine massive Form von Gewalt. Diese kann bisher nur schwer, wenn überhaupt, wirkungsvoll bekämpft werden. Das seelische Leid, das durch diesen Psychoterror ausgelöst wird, verfolgt betroffene Menschen häufig unerträglich lange. Es ist höchste Zeit, dass verschiedene Schwachstellen des geltenden Rechts behoben und Schutzmassnahmen wie Annäherungs- und Kontaktverbote wirksamer umgesetzt werden. Dementsprechend sollen vier Bundesgesetze, namentlich das ZGB, die ZPO, das StGB und das Militärstrafgesetz, punktuell revidiert werden.

AB 2018 N 1413 / BO 2018 N 1413

Es ist der CVP-Fraktion ein wichtiges Anliegen, Opfer von häuslicher Gewalt und Stalking besser zu schützen. Heute ist es so, dass in der Schweiz bereits jede sechste Frau und jeder zwanzigste Mann schon einmal Stalkingopfer war. Täter sollen deshalb künftig verpflichtet werden können, elektronische Fuss- oder Armbänder zu tragen. Auf diese Weise kann fortwährend aufgezeichnet werden, wo sich eine Person aufhält. Wird der GPS-Sender abgelegt, wird Alarm ausgelöst. Selbst wenn aus Gründen des Aufwands und der Kosten auf eine Echtzeitüberwachung verzichtet wird, so kann doch einwandfrei festgestellt werden, ob sich ein Täter an ein Annäherungs- und Kontaktverbot hält oder eben nicht. Die GPS-Daten können zudem in einem allfälligen Strafverfahren als Beweismittel verwendet werden. So kann künftig einwandfrei nachgewiesen werden, ob und wo ein Täter stundenlang und immer wieder seinem Opfer auflauerte.

Die CVP-Fraktion unterstützt auch, dass gewisse zivilprozessuale Hürden abgebaut werden. So sollen der verletzten Person grundsätzlich keine Gerichtskosten mehr aufgebürdet werden. Es darf nicht sein, dass Opfer aus Angst, das Familienbudget zu belasten, keine Überwachung beantragen. Gleichzeitig sollen vermögende Verursacher aber an den Kosten für Verfahren und Anordnungen beteiligt werden können.

Als ebenso unterstützungswürdig erachtet die CVP die neuen Regeln zur Sistierung und Einstellung von Verfahren wegen häuslicher Gewalt. Ob ein Strafverfahren fortgeführt wird, soll nicht mehr allein von der Willen-



säusserung des Opfers abhängen. Vielmehr sollen die Strafbehörden für den Entscheid verantwortlich sein. Auf diese Weise wird der Tatsache Rechnung getragen, dass viele Täter das Opfer unter Druck setzen, damit dieses die Einstellung des Verfahrens verlangt. Verfahren dürfen allerdings weiterhin sistiert werden, wenn das zu einer Stabilisierung oder Verbesserung der Situation des Opfers beiträgt. Bei Verdacht auf wiederholte Gewalt in der Paarbeziehung soll das Verfahren nicht mehr sistiert werden dürfen.

Seit die Menschheit existiert, hat es noch nie einen absoluten Schutz vor Übergriffen gegeben. Leider wird es diesen auch jetzt nicht geben. Dennoch sind wir überzeugt, dass mit den vorgesehenen Gesetzesänderungen und den damit verbundenen Massnahmen der Schutz gewaltbetroffener Menschen verbessert werden kann. Ich bitte Sie namens der CVP-Fraktion, auf die Vorlage einzutreten und dieser zuzustimmen. In der Detailberatung wird sich mein Kollege Vogler zu den Anträgen äussern.

Bauer Philippe (RL, NE): La violence gratuite sous toutes ses formes est inacceptable et doit être combattue. De plus, elle doit l'être encore plus véhémentement lorsqu'elle s'exerce dans le cadre intrafamilial, souvent contre des personnes particulièrement vulnérables, et ceci quelle que soit la forme de violence utilisée: violence physique, violence sexuelle, violence psychique ou harcèlement. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le groupe libéral-radical, par les voix de Mesdames Fiala et Keller-Sutter, a soutenu, voire proposé, dans deux motions, des démarches en vue d'éradiquer ce fléau. Madame Fiala et d'autres sont d'ailleurs particulièrement actives sur ce sujet au Conseil de l'Europe et espèrent parvenir à faire accepter des propositions utiles.

Notre groupe entrera dès lors sans réserve en matière sur le projet qui nous est soumis. Il estime en effet tout d'abord qu'il est opportun de mettre en oeuvre toutes les mesures possibles pour faire respecter les interdictions de périmètre géographique ou de contact, voire, si la dissuasion ne suffit pas, de permettre à la victime de pouvoir apporter la preuve de la violation de ces interdictions. Il s'agit en effet de mesures ordonnées par un juge suite à une requête de la victime, la décision étant prise après avoir offert à la partie défenderesse les garanties de procédure nécessaires, par exemple le droit d'être entendue.

Il apparaît aussi à notre groupe que, sous l'angle du respect des droits de la personne interdite de périmètre, la pose d'un bracelet passif, enregistrant en permanence ses déplacements, est une restriction acceptable au regard des intérêts à protéger. Nos réflexions auraient peut-être été autres s'il s'était agi d'installer un bracelet actif, c'est-à-dire transmettant en permanence à une autorité l'emplacement de l'auteur potentiel d'une violation de l'interdiction de périmètre.

Il nous apparaît aussi que les modifications de l'article 28b du Code civil, selon lesquelles le juge communique aux autorités de protection de l'enfant et de l'adulte compétentes et au service chargé de prononcer l'expulsion immédiate du logement en cas de crise, sont opportunes dans la mesure où cette communication d'office permettra vraisemblablement de ne pas perdre plus de temps que nécessaire dans des situations de crise.

Le groupe libéral-radical salue aussi le fait que l'exécution de la mesure de pose d'un bracelet ne devra pas occasionner de coûts pour le demandeur, et aussi, comme l'a décidé le Conseil des Etats, que ces coûts puissent "être imputés à la partie surveillée". Il n'y a en effet aucune raison pour qu'une fois encore, il appartienne à la collectivité publique d'assumer les coûts d'une violation d'une décision, d'une injonction de justice.

Toutefois, dans la mesure où la mise à la charge de l'auteur de tout ou partie des coûts est une possibilité offerte au juge, notre groupe est convaincu que ce dernier saura l'utiliser avec intelligence. Le pouvoir d'appréciation qui sera le sien en la matière postule en effet que ce ne sera que lorsque le risque de violation de l'interdiction rend la pose d'un bracelet électronique indispensable, et que les coûts seront supportables pour la famille, qu'ils pourront être imputés à la partie surveillée. Le remède, sur le plan financier en tout cas, ne doit pas être pire que le mal et l'entretien de la famille ne doit pas être mis en péril. La question des frais de justice est quant à elle différente. J'aurai l'occasion d'y revenir lors de la discussion par article.

Le groupe libéral-radical salue aussi la modification de l'article 55a du Code pénal, puisqu'elle permettra vraisemblablement de faire quelque peu diminuer la pression qui pèse sur les épaules de la victime. Je vous laisse en effet imaginer la situation qui peut être celle d'une personne victime de violence domestique, c'est-à-dire se trouvant dans un cadre très particulier, avec peut-être la présence d'enfants et des risques financiers ou professionnels, et qui doit décider seule si elle accepte de suspendre la procédure et donc que sa plainte soit classée, ou si, cette fois, les limites ayant été dépassées, elle tient à ce que l'auteur soit condamné. La proposition formulée – ne pas permettre la suspension de la procédure en cas de récidives, non pas au sens technique mais au sens large – nous paraît opportune, comme nous paraît opportune celle qui vise à ne pas laisser à la seule victime le choix de la suspension mais à donner cette compétence au ministère public ou au tribunal, et ce uniquement lorsque ladite suspension semble être de nature à stabiliser ou à améliorer la situation de la victime.

Il convient en effet que la suspension de la procédure permette d'envisager une évolution favorable de la



situation.

Les violences interfamiliales ont en effet ceci de particulier qu'elles ne sont pas commises isolément – comme le serait, par exemple, une agression dans un jardin public –, mais qu'elles le sont dans un cadre très particulier où existaient, voire existent encore, des relations affectives, où la vie commune se poursuit peut-être, et où il y a aussi fréquemment des enfants.

Nous partons dès lors du principe que non seulement les intérêts de la victime au sens propre seront pris en compte, mais aussi ceux des victimes collatérales que sont souvent les enfants. Par conséquent, les propositions Regazzi et Feri Yvonne sont superfétatoires.

Il convient dès lors – même si, comme je l'ai déjà dit, la violence domestique est inacceptable – de privilégier toutes les possibilités permettant d'éviter le couperet de la justice. C'est pour cette raison que notre groupe soutiendra la version du Conseil fédéral et rejettera toutes les propositions de minorité visant soit à abroger, soit à vider de sa substance l'article 55a du Code pénal.

La justice pénale doit en effet, après l'éducation – que ce soit d'ailleurs celle donnée par l'école ou par la famille – et la prévention – y compris les mesures de suspension de la poursuite pénale –, être l'ultima ratio.

AB 2018 N 1414 / BO 2018 N 1414

Pour toutes les raisons évoquées, notre groupe entrera en matière sur le projet de loi fédérale sur l'amélioration de la protection des victimes de violence et suivra, sous réserve de la question des frais de justice, les propositions de la majorité de la Commission des affaires juridiques.

Schwander Pirmin (V, SZ): Die häusliche Gewalt und die Gewalt im öffentlichen Raum, insbesondere die Gewalt an Frauen, hat in den letzten Jahren unbestrittenermassen massiv zugenommen. Die Kommissionssprecherinnen haben das klar dargelegt, und auch meine Vorredner haben einiges ausgeführt, was jetzt verbessert werden soll.

Wir von der SVP-Fraktion sind für Eintreten, hinterfragen die neuen Lösungen aber kritisch. Warum? Es stellt sich immer die Frage: Haben wir Handlungsbedarf, und wenn ja, wo haben wir Handlungsbedarf? Müssen wir das Gesetz ändern, oder fehlt es am Vollzug? Das sind hier die Kernfragen.

Was das Zivilrecht anbelangt, unterstützen wir die Einführung der elektronischen Fussfesseln. Wir sind aber auch hier kritisch, ob das tatsächlich die Wirkung zeigen wird, die wir jetzt prophezeien. Auch hier stellt sich die Frage, ob dann die Täter tatsächlich bereit sind, die elektronischen Fussfesseln anzuziehen, oder ob sie das verweigern. Was passiert, wenn sie es verweigern? Dieses Verfahren ist nicht klar geregelt, bzw. es ist schon geregelt, aber man verstösst dann gegen eine gerichtliche Verfügung; da gibt es auch wieder Tatbestände. Wir kennen diese Durchsetzungsprobleme auch aus anderen Bereichen: Wenn jemand tatsächlich etwas verweigert, dann ist die Durchsetzung immer schwierig.

Ich komme zu dem, was wir bei der häuslichen Gewalt in der Praxis als Hauptpunkt sehen: Seit 2004 ist die häusliche Gewalt nicht mehr eine Privatangelegenheit, sondern ein Officialdelikt. Das Opfer muss also keinen Strafantrag mehr stellen; die Strafbehörde muss von Amtes wegen agieren, wenn sie Kenntnis von einer Straftat hat. Bei der häuslichen Gewalt ist dies schwierig; es ist fraglich, ob die Strafbehörde davon erfährt. Deshalb ist es notwendig, dass Strafanzeigen gemacht werden.

Welches ist die Wirkung davon, dass die häusliche Gewalt ein Officialdelikt ist? Ich habe hier in diesem Saal bei der Einführung vor der Wirkung gewarnt, welche diese Änderung haben wird. Jetzt haben wir das Resultat: Nach der heutigen Gesetzgebung kann das Opfer eine Sistierung des Strafverfahrens und sogar dessen Einstellung verlangen. Man hat jetzt erkannt, dass das nicht gut ist, dass die Sistierungs- und Einstellungsquote je nach Kanton zwischen 53 und 92 Prozent beträgt, dass sie also sehr hoch ist. Aber das ist die Folge des Konstruktes! Wir müssen uns ernsthaft überlegen, ob Artikel 55a noch angebracht ist oder nicht und ob es überhaupt im Interesse des Opfers ist, das Verfahren sistieren oder einstellen zu können. Hier schlagen der Bundesrat und die Kommissionmehrheit die Änderung vor, dass nicht nur das Opfer, sondern jetzt zusätzlich auch die Staatsanwaltschaft oder das Gericht eine Beurteilung vornehmen kann. Hier müssen wir ernsthaft die Frage stellen: Ist häusliche Gewalt eine Straftat, die ernst zu nehmen ist? Sind die Aussagen der Opfer ernst zu nehmen oder nicht? Wir bezweifeln, dass mit dieser Lösung den Opfern tatsächlich geholfen wird. Deshalb unterstützt eine Mehrheit unserer Fraktion den Antrag der Minderheit III (Rickli Natalie) auf Aufhebung von Artikel 55a. Wir müssen Klarheit haben, dass es effektiv ein Officialdelikt ist und danach nicht ein Rückzug gemacht werden kann. Das verunsichert die Opfer.

Wir haben ja mehrere Minderheitsanträge gestellt: Wenn wir schon Verbesserungen machen müssen, dann müssen wir die Opfer ernst nehmen und dürfen nicht noch andere Beurteilungen einfließen lassen. Selbst wenn ein Gericht oder die Staatsanwaltschaft das Verfahren fortführen kann, werden die Täter trotzdem auf



die Opfer losgehen und sagen: Du bist schuld, dass das Verfahren nicht sistiert und eingestellt wird. Der Druck auf die Opfer – davon bin ich aufgrund meiner Praxiserfahrung überzeugt – wird mit diesen sogenannten Verbesserungen in Artikel 55a noch grösser.

Deshalb bitte ich Sie, bei Artikel 55a unseren Minderheiten zu folgen.

Flach Beat (GL, AG): Ich weiss nicht, wie es Ihnen geht; ich habe am liebsten die Geschichten, die mit einem Happy End enden, wo es heisst: Und sie lebten glücklich und zufrieden bis ans Ende ihres Lebens. Leider ist das in der Realität manchmal nicht so. Gerade im häuslichen Bereich, in Beziehungen, kann es halt auch kompliziert werden. Es fängt vielleicht mit einem Statement auf Facebook an, es sei kompliziert. Es geht vielleicht weiter mit Nachbarn, die anrufen, sich bei der Polizei melden, weil sie das Gefühl haben, da sei etwas im Gange, das nicht mehr nur ein normaler häuslicher Streit ist. Es endet dann, wie letztes Jahr in diesem Land, mit insgesamt 21 Toten und rund 17 000 Meldungen von Straftaten im Bereich häuslicher Gewalt. Ich glaube, angesichts dieser Zahlen allein und aufgrund der persönlichen Erfahrungen in unserem Umfeld – wenn wir die Zeitung lesen oder wenn wir etwas vom Nachbarn oder von Bekannten hören im Dorf, in der Stadt, im Quartier – wissen wir: Hier ist Handlungsbedarf gegeben.

Der Bundesrat schlägt nun in drei verschiedenen Bereichen Änderungen vor, die wir Grünliberalen vollumfänglich unterstützen: Erstens ist es eine Änderung im Zivilrecht im Bereich der Persönlichkeitsrechte, der Schutzrechte. Zweitens ist es eine Änderung und eine starke Verbesserung im Bereich der Verfahrensrechte, die vorgenommen wird. Drittens ändern wir auch im Strafrecht einen wesentlichen Punkt, was den Opfern helfen und die Täter bestrafen soll. Das ist eigentlich das Wichtigste: die Täter von weiteren Taten abhalten.

Im Zivilrecht haben wir bereits heute Artikel 28 ZGB, der die Persönlichkeitsrechte von uns allen schützt und uns allen die Möglichkeit gibt, gegen Verletzungen der Persönlichkeitsrechte vorzugehen, und zwar zivilrechtlich. Heute ist es aber so, dass Sie, wenn Sie sich nach Artikel 28 ZGB wehren wollen, zuerst ein Schlichtungsverfahren anstrengen müssen. Sie müssen auch damit rechnen, wenn Sie das dann weiterziehen, dass es hohe Kosten mit sich bringt, und letztlich dauert das alles sehr lange. Wenn es darum geht, dass die Verletzung irgendeines Persönlichkeitsrechtes durch eine Äusserung in einer Zeitung oder in einem Buch zum Gegenstand wird, haben Sie diese Zeit wahrscheinlich auch. Aber im Bereich der häuslichen Gewalt, des Stalkings und von Ähnlichem, haben Sie diese Zeit eben nicht. Darum ist es richtig und wichtig, dass das Schlichtungsverfahren für diese Verfahren gestrichen wird und man direkt an das zuständige Gericht im Bezirk gelangen kann, um eine superprovisorische Verfügung oder etwas Ähnliches einzufordern.

Eine weitere Möglichkeit, die eingebaut wird, ist das GPS-Tracking. Hier handelt es sich nicht um die Echtzeitverfolgung eines Täters, sondern es geht darum, Beweise sammeln zu können. Das GPS-Tracking ist auch nicht metergenau, aber immerhin wird es einen Anhaltspunkt liefern, wenn Frauen in einem späteren Verfahren ihr Recht durchsetzen wollen.

Die Kosten werden gesenkt. Auch das ist wichtig. Es ist wichtig, dass diese Schwelle abgebaut wird, damit sich die Opfer auch tatsächlich wehren können und damit die Verfahren schnell durchgeführt werden können. Hier sind, ganz klar, die Kantone in der Pflicht, nachher ein handhabbares und klares Verfahren aufzugleisen, das Opfern, Betroffenen schnell hilft und ihnen ermöglicht, mit superprovisorischen Verfügungen, wenn das notwendig ist, über das Zivilrecht vorzugehen. Das ist letztlich wirkungsvoller als ein strafrechtliches Verfahren, denn ein solches Verfahren setzt immer ein Beweiserhebungsverfahren, eine Anklage und eine Verteidigung voraus. Das dauert. Wenn sie stattdessen eine superprovisorische Verfügung haben, dass jemand den Abstand zur Familie, zum Quartier, zum Haus einhalten muss, dann ist das direkt vollstreckbar, wenn sich der Täter nicht daran hält.

Dann haben wir den letzten Punkt, das ist das Strafrecht selber, Artikel 55a des Strafgesetzbuches. Seit 2004 ist es so, dass es sich um ein Officialdelikt handelt, aber es gibt die Möglichkeit der Sistierung des Verfahrens. Der Druck auf die Opfer, einer Sistierung zuzustimmen, ist bei Gewalttaten in diesem häuslichen Bereich natürlich gross. Das zeigen auch die Zahlen und Erhebungen aus den Kantonen: Sehr, sehr viele solche Verfahren werden zurückgezogen.

AB 2018 N 1415 / BO 2018 N 1415

Es stellt sich hier die Frage, wie man damit umgehen soll, wenn im Nukleus der Gesellschaft, im Innersten einer Beziehung zwischen Menschen, die sich lieben, geliebt haben und vielleicht wieder lieben, die Tisch und Bett miteinander teilen, Gewalt im Spiel ist. Man könnte sagen: Das Strafrecht muss durchgesetzt werden – Punkt! Man kann aber auch sagen: Das Strafrecht hat ja zum Ziel, den Frieden zu fördern, auch innerhalb der Familie, und darum ist es möglich, einen pragmatischen Weg zu finden, der die Möglichkeit offenlässt, dass ein Verfahren sistiert wird, wenn es Sinn macht, aber – und das ist die Neuerung – die Staatsanwaltschaft soll



das begutachten und schauen, ob die Voraussetzungen für die Sistierung wirklich gegeben sind. Ich bitte Sie einzutreten; ich werde in der Detailberatung noch zu diversen Punkten sprechen.

Arslan Sibel (G, BS): Die grüne Fraktion wird die vorliegende Gesetzesrevision für die Verbesserung des Schutzes gewaltbetroffener Personen unterstützen. Wir sehen in dieser Gesetzesrevision sehr viele positive Kombinationen und Wege, so die Vereinfachung der Verfahren, die Kostenlosigkeit von Klagen und den Wegfall des Schlichtungsverfahrens. Wir erachten aber auch die Sistierung und die Einstellung, welche hier koordiniert und geregelt werden, als Vereinfachung für die Personen, die davon betroffen sind und diese Ansprüche geltend machen würden.

Obwohl sehr viele Anstrengungen unternommen und Massnahmen eingeführt wurden und es Gesetzesrevisionen gegeben hat, haben die Fälle häuslicher Gewalt leider zugenommen. 2016 gab es über 17 000 Straftaten; 19 Personen sind dabei gestorben, davon 18 Frauen und 1 Mann. Wenn man die Botschaft liest und detailliert nachschaut, steht dort, dass es durchschnittlich jeden 19. Tag einen Todesfall gegeben hat. Um diesen Missständen entgegenzuwirken, ist es wichtig, dass wir in den Gesetzgebungen wie zum Beispiel dem ZGB, der ZPO, dem StGB, aber auch dem Militärstrafgesetz, Kohärenz schaffen, sodass die Opfer ihre Anliegen wirklich durchsetzen können und genügend geschützt sind.

Mängel sieht die grüne Fraktion bei dieser Revision auch. Das Electronic Monitoring hat als eines der bewährten Systeme im Strafrecht Einzug gehalten, und wir erachten es als ein verhältnismässiges Mittel, um das Ziel zu erreichen. Trotzdem haben wir ein paar Bedenken. GPS-Tracking könnte eben auch zu Datenmissbrauch führen. Deshalb verlangen wir, dass die Daten in Zukunft weiterhin beobachtet werden, dass der Betroffene über sie verfügen kann und dass diese Leute das Anrecht auf Löschung der Daten haben. Das Electronic Monitoring soll bei den Opfern nicht das Gefühl erwecken, dass sie hundertprozentig geschützt sind. Wir gehen nicht davon aus, dass die Opfer dank dieser Massnahme ganz geschützt sind. Befindet sich jemand, der mit Electronic Monitoring überwacht wird, in der Nähe des Opfers, werden nur die Daten erfasst. Die Frage, ob die Polizei dann schnell vor Ort sein kann oder nicht, ist nicht geregelt. In dieser Zeit könnte sehr viel passieren. Deshalb bemängeln wir gleichzeitig auch, dass die Polizei nicht genug Ressourcen hat, um schnell reagieren zu können. Es braucht in den Kantonen eine bessere Koordination, aber auch genügend Mittel, um mehr Schutz für die Opfer gewährleisten zu können. Wir haben vorgeschlagen, dass man Lernprogramme für Personen, die mit solchen Fällen zu tun haben, anschaffen soll. Darüber werden wir wahrscheinlich in Zukunft noch mehr reden müssen, auch deshalb, weil es in der Evaluation vielfach gefordert worden ist.

Es ist wichtig, dass wir hier eine einheitliche Gerichtspraxis schaffen, damit man sich in solchen Fällen klar zivilrechtlich, aber auch strafrechtlich wehren kann. Trotzdem – das wurde auch von den Kommissionsvertreterinnen dargelegt – hatten wir das Gefühl, es fehle an einer klaren Regelung im Bereich des Stalkings. Von verschiedenen Parlamentarierinnen und Parlamentariern gab es seit Jahren immer wieder Anträge, dass man auch Stalking als Tatbestand ins Gesetz aufnehmen solle. Das soll in Ergänzung zu dem, was wir heute schaffen, zusätzlich Klarheit verschaffen. Deshalb werden wir auf die Vorlage eintreten und diese Themen natürlich auch in Zukunft ganz genau beobachten.

Wasserfallen Flavia (S, BE): Häusliche Gewalt und Stalking bekämpfen – dazu können wir mit den vorliegenden Anpassungen im Zivil- und im Strafrecht beitragen. Wir wollen gewaltbetroffene Personen besser schützen. Das sind in den allermeisten Fällen Frauen, 70 Prozent der Opfer sind weiblich. Wir sprechen bei häuslicher Gewalt von körperlicher, sexueller, psychischer und wirtschaftlicher Gewalt, die innerhalb der Familie, des Haushalts oder zwischen früheren oder derzeitigen Eheleuten oder Partnern passiert. Diese Gewalt hat in den letzten Jahren zugenommen. Durchschnittlich wird in der Schweiz jede zweite Woche eine Frau von ihrem Partner oder Expartner getötet.

Der Bundesrat hat verdienstvollerweise eine Evaluation gemacht und festgestellt, dass die zivilrechtliche Gewaltschutznorm in Artikel 28b ZGB, die wir seit 2007 kennen, kaum ergriffen wird. Die Evaluation hat ausserdem gezeigt, dass eine überwiegende Mehrheit der Verfahren sistiert und anschliessend eingestellt wird, und zwar variieren diese Zahlen zwischen 50 und 90 Prozent, je nach Kanton, und diese Zahlen sind ganz klar nicht in unserem Sinn. Ebenso wurde festgestellt, dass die prozessualen Hürden wegen der Gerichtskosten hoch sind und ausgesprochene Rayon- und Kontaktverbote, die vor allem bei der Bekämpfung von Stalking wichtig sind, nur ungenügend umgesetzt werden können.

Die nun vorgeschlagenen Massnahmen – wie die Kostenbefreiung im Gerichtsprozess, der Einbezug der Behörde, die Verschiebung der Verantwortung zur Behörde bei der Sistierung des Verfahrens, auch die Einführung der Möglichkeit, Personen elektronisch zu überwachen – sind alles Antworten auf die festgestellten Probleme. Wir von der SP-Fraktion unterstützen diese Massnahmen.



Wir können mit dieser Gesetzesrevision Gewalt gegen Frauen nicht verbannen. Es ist ein vielschichtiges Problem, das von uns auch vielseitige, vielschichtige Antworten erfordert. Aus diesem Grund fordert die SP-Fraktion auch eine gesamtschweizerische Strategie gegen Gewalt an Frauen. Diese muss alle Ebenen umfassen, den Bund, die Kantone, die Gemeinden und auch Akteurinnen und Akteure der Zivilgesellschaft. Es braucht in den Kantonen ein funktionierendes Bedrohungsmanagement. Wir brauchen genügend Plätze in den Frauenhäusern. Es braucht eine breite Sensibilisierungskampagne und Prävention in den Schulen. Die heute diskutierte Vorlage ist ein Puzzleteil – ein wichtiges Puzzleteil – bei der Bekämpfung von Gewalt an Frauen. Aus diesem Grund möchten wir von der SP-Fraktion Sie bitten einzutreten. Ich werde später in der Detailberatung bei den einzelnen Anträgen noch näher auf prozessuale Fragen oder auch auf Aspekte des Strafrechtes eingehen.

Guhl Bernhard (BD, AG): Ich hoffe, dass niemand etwas dagegen hat, dass wir mit dieser Vorlage Opfer von häuslicher Gewalt und Stalking besser schützen wollen. Die häusliche Gewalt ist ein grosses gesellschaftliches Problem. Allein 2016 wurden 17 685 Straftaten im häuslichen Bereich polizeilich registriert. Die Dunkelziffer dürfte weit grösser sein. Hauptsächlich sind dies Tötlichkeiten und Drohungen. 2016 starben 19 Menschen. 2017 waren es gar 21 Menschen, die ihr Leben lassen mussten. Dazu kamen im letzten Jahr noch 52 versuchte Tötungen. Aus Sicht der BDP ist das zu viel, viel zu viel! Wir tun gut daran, Opfer zu verhindern; wir sollten dies insbesondere dort tun, wo bereits im Vorfeld Polizeieinsätze nötig waren, weil die Opfer bereits einmal um Hilfe gerufen hatten.

Wie soll dies umgesetzt werden? Bereits heute kann ein Gericht ein sogenanntes Rayon- oder Kontaktverbot anordnen. Um letztendlich besser nachvollziehen zu können, ob dies auch eingehalten wurde, sollen GPS-Empfänger, diese elektronischen Fussfesseln, angeordnet werden können, damit der Aufenthaltsort im Nachhinein kontrolliert werden kann. Allenfalls können diese Daten bei einer Verletzung des Kontakt- und Rayonverbots entsprechend gerichtlich als Beweismittel verwendet werden. Diese Massnahmen sollen den Opfern keine Kosten verursachen, damit sich die Opfer nicht dagegen wehren, dass diese Massnahmen bei den Tätern angewendet werden.

AB 2018 N 1416 / BO 2018 N 1416

Weitere Punkte der Vorlage, die wir als sehr positiv erachten, sind die folgenden: Den Opfern werden keine Gerichtskosten auferlegt. Weiter soll die Koordination von Massnahmen verbessert werden. Das Gericht soll den zuständigen Stellen die entsprechenden Mitteilungen machen, welche der Vollstreckung dienen. Eine weitere Entlastung für die Opfer ist, dass sie nicht mehr die ganze Verantwortung für den Entscheid bezüglich einer Sistierung und Einstellung eines Strafverfahrens tragen müssen.

Die BDP begrüsst es sehr, dass die Opfer entlastet werden und die Behörden mehr Ermessensspielraum haben. Die BDP-Fraktion wird auf diese Vorlage eintreten und mit der Mehrheit stimmen. Zu zwei Minderheitsanträgen werde ich mich noch separat äussern.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Gewalt, insbesondere an Frauen, hat viele Facetten. Gewalt kommt zu Hause vor, auf der Strasse, in der Diskothek und an vielen weiteren Orten. Gewalt an Frauen hat viele Ursachen: ein veraltetes Frauenbild, überkommene Rollenmuster oder die Haltung, dass Frauen weniger wert sind, um nur einige davon zu nennen.

Die Behörden dürfen nicht wegschauen, egal, wo die Gewalt stattfindet, egal, was die Gründe sind, und egal, woher die Täter kommen. Für den Bundesrat ist es klar: Die Täter gehören bestraft. Der Bundesrat will die Strafe für Sexualdelikte und schwere Gewaltdelikte erhöhen; darüber werden Sie in der Vorlage über die Harmonisierung der Strafrahmen diskutieren.

In den Medien stehen derzeit Gewalt und Belästigungen im öffentlichen Raum im Vordergrund. Es ist wichtig, dass die Opfer nicht länger darüber schweigen. Belästigungen und Übergriffe jeder Art sind inakzeptabel. Die Täter müssen wissen, dass die Gesellschaft Frauenverachtung nicht länger duldet. Diese Diskussionen dürfen aber nicht darüber hinwegtäuschen, dass es auch die Gewalt gibt, die fernab von der Öffentlichkeit stattfindet, nämlich in den eigenen vier Wänden, zu Hause.

Die Zahlen zu den registrierten Straftaten wegen häuslicher Gewalt sind erschreckend, sie wurden heute bereits mehrmals genannt: Im letzten Jahr waren es über 17 000 gemeldete oder bei der Polizei registrierte Straftaten, das sind 46 Taten pro Tag. Ebenfalls im letzten Jahr wurden 74 versuchte Tötungsdelikte im häuslichen Bereich polizeilich registriert; in 21 Fällen kam es zum Tod der betroffenen Person. Das sind die Zahlen.

Damit ist hoffentlich allen klar, dass die Betroffenen besser geschützt werden müssen und dass Handlungsbedarf besteht. Das hat auch die Evaluation des geltenden Rechts gezeigt. Der Ständerat und Ihre Kommission



sind diesem Ansatz in allen zentralen Punkten gefolgt.

Um bereits bestehende Schutzmassnahmen zu verbessern, gerade wenn es um Stalking oder Fremdstalking geht, und diese Massnahmen auch besser durchsetzen zu können, schlägt Ihnen der Bundesrat im Bereich des Zivilrechtes drei Massnahmen vor: Erstens sollen Opfer in einem Verfahren wegen Gewalt, Drohungen oder Nachstellungen keine Gerichtskosten mehr tragen müssen. Zweitens soll das Schlichtungsverfahren in Zukunft entfallen, weil die Praxis gezeigt hat, dass das in den meisten Fällen nichts bringt. Drittens soll das Zivilgericht neu den Entscheid auch weiteren Behörden und Dritten mitteilen, sodass die verschiedenen Behörden – Polizei und Strafbehörden – enger zusammenarbeiten können.

Die wahrscheinlich wichtigste Neuerung im Zivilrecht ist aber die elektronische Überwachung. Mit einer elektronischen Fussfessel oder einem elektronischen Armband sollen potenzielle Stalker in Zukunft besser überwacht werden können. Der Bundesrat will die moderne Technik auch in diesem Bereich nutzen, und zwar zur Beweissicherung. Das heisst, wer in Zukunft eine gerichtliche Anordnung verletzt, muss wissen, dass er Konsequenzen zu tragen hat.

Ich komme nun noch zu den Anpassungen im Strafrecht: Bis zur Jahrtausendwende war der Staat bei der Verfolgung von Gewalt in Paarbeziehungen äusserst zurückhaltend. Man ging davon aus, das sei Privatsache der betroffenen Paare. Erst seit 2004 gelten solche Taten nicht mehr als Privatangelegenheit, sondern als Officialdelikte. Das heisst, die Strafbehörde muss ein Strafverfahren eröffnen, sobald sie Kenntnis hat von einer möglichen Straftat. Das Opfer muss nicht separat einen Strafantrag stellen.

Aus Rücksicht auf die Opfer, die keine Bestrafung ihres Partners wünschen, gilt bei leichteren Gewaltdelikten – und nur bei leichteren Gewaltdelikten – in Paarbeziehungen heute eine Ausnahmeregelung: Auf Antrag des Opfers kann heute das Strafverfahren sistiert und anschliessend auch definitiv eingestellt werden. Nach der heutigen Regelung und der aktuellen Rechtsprechung muss die Strafbehörde das Verfahren sistieren, wenn das Opfer dies verlangt.

Sie haben es heute gehört: Die Untersuchung, die wir gemacht haben, hat gezeigt, dass heute, je nach Kanton, zwischen 53 und 92 Prozent aller Verfahren wegen Gewalt in Paarbeziehungen eingestellt werden. Das ist natürlich nicht die Absicht des Gesetzgebers. Wie diese Sistierungsentscheide zum Teil zustande kommen, das können Sie sich einfach vorstellen. Wir dürfen Folgendes nie vergessen, das ist bei dieser Vorlage etwas absolut Zentrales: Wir sprechen hier von Gewalt in Paarbeziehungen. Wir sprechen über Gewalt zwischen Menschen, die sich einmal geliebt haben oder sich vielleicht immer noch lieben, die vielleicht immer noch im gleichen Haushalt leben, die vielleicht sogar das Bett teilen, die gemeinsame Kinder haben, die in Abhängigkeiten stehen, sei es emotionale, sei es ökonomische Abhängigkeit. Oft sind, wie gesagt, Kinder im Spiel. Das sind komplexe Situationen. Da kommt mit einem Strafverfahren plötzlich eine Dimension in eine Paarbeziehung hinein, die für alle Beteiligten, auch für das Opfer, auch für die Kinder, ausserordentlich schwierig sein kann.

Der Bundesrat schlägt Ihnen eine Neuregelung vor, mit dem Ziel, das Opfer zu entlasten. Es soll in Zukunft nicht mehr nur vom Willen des Opfers abhängen, ob das Verfahren sistiert wird oder nicht. Die Verantwortung soll bei der Strafbehörde liegen.

Ich erspare Ihnen die Details der Vernehmlassung. Ich kann Ihnen aber einfach sagen: Die Vorstellungen davon, was eine sachgerechte Regelung sein könnte, gehen weit auseinander. Es gibt diejenigen, die die Änderung, die der Bundesrat vorschlägt, ablehnen, weil der Wille des Opfers wie bisher stark zu gewichten sei. Das Opfer allein soll entscheiden, ob ein Verfahren sistiert oder eingestellt wird. Viele waren aber mit einer weiter gehenden Kompetenz der Strafbehörden einverstanden. Andere fordern dagegen, die Sistierungsmöglichkeiten seien ganz zu streichen. Das heisst, der Wille des Opfers soll überhaupt keine Rolle mehr spielen. Das ist das andere Extrem. Sie werden sehen, wir haben auch diesen Vorschlag in der Detailberatung noch zu diskutieren.

Aus Sicht des Bundesrates, des Ständerates und auch der Mehrheit Ihrer Kommission würde aber dadurch, dass wir den Willen des Opfers völlig ausblenden, die Situation des Opfers sicher nicht verbessert, sondern unter Umständen sogar verschlechtert. Der Bundesrat beantragt Ihnen nun, dass in Zukunft die Sistierung oder Einstellung solcher Strafverfahren nicht mehr ausschliesslich vom Willen des Opfers abhängig ist, sondern dass eine Strafbehörde eine umfassende Prüfung vornehmen und beurteilen soll, ob die Situation des Opfers durch die Sistierung stabilisiert oder verbessert werden kann.

Es geht hier natürlich nicht nur um die Situation des Opfers. Es geht auch um die Situation der Kinder, die in einem solchen Haushalt leben. Das ist ganz klar auch in der Botschaft des Bundesrates so ausgeführt. Ich sage dies auch im Hinblick auf die beiden Einzelanträge, die noch eingereicht wurden. Ich werde noch darauf zu sprechen kommen. Aber ich wollte hier bereits signalisieren, dass das, was der Bundesrat vorlegt, eine Generalklausel ist. Das heisst, die Situation des Opfers – aber, wie gesagt, auch jene der Kinder – muss in die



Beurteilung durch die Strafbehörde einbezogen werden.

Neu soll die beschuldigte Person für die Zeit der Sistierung auch verpflichtet werden können, ein Lernprogramm gegen Gewalt zu absolvieren. Ich weiss noch aus der Erfahrung aus meiner Arbeit im Haus für geschlagene Frauen, dass es

AB 2018 N 1417 / BO 2018 N 1417

möglich ist, dass gewalttätige Männer ihre Reaktionen auch verändern und neue Handlungsmuster lernen können, um in Konfliktsituationen, die sehr stark auch emotional sind, nicht einfach gewalttätig werden zu müssen. Wir wissen auch, dass man den Umgang mit Alkohol, der ja häufig in solchen Situationen auch noch eine Rolle spielt, verändern kann. Das heisst, die Zeit der Sistierung kann genutzt werden, um die Situation tatsächlich zu verbessern.

Ich möchte abschliessend noch etwas anmerken. Neben den Massnahmen, die wir hier beantragen, braucht es auch präventive Begleitmassnahmen. Es gibt heute in verschiedenen Kantonen ein Bedrohungsmanagement. Es ist wirkungsvoll und funktioniert gut; es gibt dies aber leider noch nicht in allen Kantonen. Beim Bedrohungsmanagement arbeiten die verschiedenen Behörden, Sozial-, Polizei- und unter Umständen Migrationsbehörde, eng zusammen und versuchen einzugreifen, bevor etwas passiert. Ich muss immer wieder sagen: Das Strafrecht kommt eigentlich immer zu spät. Es kommt dann, wenn etwas passiert ist. Das heisst, es braucht eben auch die präventiven Massnahmen. Ich habe mich kürzlich auch wieder mit Vertretern der Polizei unterhalten. Sie haben mir übrigens gesagt, dass sie die Massnahmen, die wir heute vorlegen, unterstützen. Sie möchten auch, dass man in Zukunft die Situation frühzeitig beurteilen und Massnahmen anpacken kann, und da kann auch die Polizei eine ganz wichtige Rolle spielen.

Ich bin mir bewusst, dass Stalking und besonders auch häusliche Gewalt sehr komplexe Phänomene sind. Es gibt leider nicht eine Patentlösung, mit der Sie alle diese Situationen einfach so verbessern oder sogar verhindern können. Ich bin überzeugt, dass die Massnahmen, die Ihnen der Bundesrat hier vorschlägt, ein wichtiger Schritt sind, um Opfer von Gewalt besser schützen, besser unterstützen zu können.

Abschliessend noch die folgende Bemerkung zum Stalking: Ihre Kommission hat darüber diskutiert, ob man für das Stalking eine eigene Strafnorm einführen solle. Ihre Kommission hat sich dann entschieden, dass sie entsprechende Abklärungen durch die Verwaltung in Auftrag geben will. Das hat sie bereits getan, das heisst, die Verwaltung wird nun Ihrer Kommission Vorschläge unterbreiten, die man dann im Detail auch anschauen und diskutieren kann. Ich bin Ihrer Kommission aber dankbar, dass sie das Anliegen jetzt nicht mit dieser Vorlage verknüpft hat, denn wenn Sie sich noch einmal die Zahl der Opfer, die Zahl der versuchten und der vollendeten Tötungsdelikte im Bereich der häuslichen Gewalt vor Augen halten, dann wissen Sie: Die Vorlage ist nicht nur wichtig, sondern wir sollten auch vorwärtsmachen.

In diesem Sinne danke ich Ihnen, wenn Sie auf die Vorlage eintreten. Ich werde mich in der Detailberatung dann noch zu den einzelnen Fragen äussern.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu